

**Direction régionale et interdépartementale de l'environnement,  
de l'aménagement et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-de-Marne

Service risques et installations classées (SRIC)  
12/14, rue des Archives  
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 29 décembre 2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2022

**Contexte et constats**

Publié sur   
**PAPREC IDF**  
3/5 RUE PASCAL  
93120 LA COURNEUVE

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2022/AH/N°421GR

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 octobre 2022 dans l'établissement PAPREC IDF implanté au 21, rue de la Pierre Fitte à Villeneuve-le-Roi. L'inspection a été annoncée le 29 août 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC IDF
- 21 RUE DE LA PIERRE FITTE 94290 VILLENEUVE LE ROI
- Code AIOT : 0007403814
- Régime : Autorisation

La société PAPREC Île-de-France Sud exploite à Villeneuve-le-Roi, au 21 rue de la Pierre Fitte, des installations de tri de déchets non dangereux provenant d'activités économiques et industrielles. La société PAPREC assure également auprès de ses clients des activités de location de bennes vides et de collecte de bennes pleines.

Le site comprend 3 bâtiments fermés et 1 hangar dans lesquels sont réalisées les activités suivantes :

- Bâtiment 1 « emballages papiers/cartons » : les papiers et cartons sont triés par qualité à l'aide d'engins et de trieurs au sol, puis compactés à l'aide de 2 presses pour être envoyés vers les filières de recyclage correspondant à chaque qualité de papiers et de cartons triés.
- Bâtiment 2 « DIB » : le bâtiment reçoit les déchets d'activités économiques et industrielles. Il comprend une chaîne de tri permettant de séparer papiers, cartons, plastiques, bois, ferrailles.
- Bâtiment 3 « encombrants » : le bâtiment comprend une chaîne de tri des déchets encombrants collectés par les mairies ou autres collectivités locales.
- Hangar : il accueille les bobines et bobinots de papier provenant des imprimeurs. L'exploitant découpe les bobines pour séparer d'un côté le papier (chute de bobine de rotative) et de l'autre le mandrin (= bobinot) en carton. Le papier et le carton ainsi séparés sont envoyés vers des installations de recyclage.

PAPREC effectue également sur son site du transit de verre (1 alvéole) et de déchets verts (1 alvéole). Ces activités ne sont pas classées.

Les installations sont classées administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubriques	Libellé	Volume d'activités	Régime
<b>2791-1</b>	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	800 t/j	<b>A</b>
<b>2710-2</b>	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup>	800 m <sup>3</sup>	<b>E</b>
<b>2714-1</b>	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure à 300 m <sup>3</sup>	6 800 m <sup>3</sup>	<b>E</b>
<b>1435-3</b>	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	1 800 m <sup>3</sup>	<b>DC</b>
<b>2716-2</b>	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> mais inférieure à 1000 m <sup>3</sup>	Déchets verts : 200 m <sup>3</sup> Refus de tri : 700 m <sup>3</sup>  Total : 900 m <sup>3</sup>	<b>DC</b>

Les activités de l'établissement PAPREC sont réglementées par les arrêtés suivants :

- Arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001/2544 du 17 juillet 2001 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2005/4364 du 15 novembre 2005 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014/6366 du 28 juillet 2014 ;

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réhabilitation et maintenance du réseau d'assainissement privatif	Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 14	/	Sans objet
Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Droit à l'information du public	Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 10	/	Sans objet
Conditions de réception et de contrôle des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 43	/	Sans objet
Luttes contre les rongeurs et les insectes	Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 48	/	Sans objet
Accessibilité et maintenance des moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 64	/	Sans objet
Dossier Installation classée	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	/	Sans objet
Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
VLE pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
Risques d'envols et poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	/	Sans objet
Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/	Sans objet
Etat des stocks de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5	/	Sans objet
Flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ainsi, lors de l'inspection du 06 octobre 2022, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation, vis-à-vis de l'arrêté préfectoral n°2001/2544 du 17 juillet 2001 et les arrêtés ministériels du 15 avril 2010 et du 6 juin 2018, deux non-conformités et deux observations ont été relevées :

- **Non-conformité n°1** : l'exploitant ne dispose pas de justificatifs d'entretien des canalisations (article 12 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001) ;
- **Non-conformité n°2** : tous les éléments décrits dans l'article ne sont pas projetés sur le plan des réseaux (article 12 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018) ;
- **Observation n°1** : le bilan annuel de 2021 ne contient pas tous les éléments mentionnés dans le décret n°93-1410 du 29 décembre 1993 (article 10 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001) ;
- **Observation n°2** : l'exploitant doit constituer un dossier accessible par l'inspection des installations classées comprenant l'ensemble des éléments réglementairement demandés.

### 2-4) Fiches de constats

**Point de contrôle n° 1** : Réhabilitation et maintenance du réseau d'assainissement privatif

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 14
<b>Prescription contrôlée</b> : [...] Les dispositifs de traitement et les canalisations internes seront entretenus régulièrement et les justificatifs d'entretien seront consignés sur un registre.[...]
<b>Constats</b> : L'exploitant ne dispose pas de registre relatif à l'entretien des dispositifs de traitements et des canalisations de l'établissement.
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites

### Point de contrôle n° 13 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.  Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.  Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.  Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 5 octobre 2022, le plan des réseaux de collectes de l'installation. Cependant, ce plan ne mentionne pas les vannes manuelles et automatiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### Point de contrôle n° 2 : Droit à l'information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 10
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport annuel relatif à l'élimination, au tri et à la valorisation des déchets transitant sur le site, doit être adressé au Préfet du Val-de-Marne et au Maire de Villeneuve-le-Roi, conformément au décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 6 octobre 2022, le bilan annuel de 2021 de son installation de traitement. Cependant, ce rapport ne prend pas en compte tous les éléments décrits dans l'article 2 du décret n° 93-1410.
<b>Observation :</b> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, avant le 1 <sup>er</sup> avril 2023, le rapport annuel 2022 comprenant tous les éléments mentionnés dans le décret n° 93-1410.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Point de contrôle n° 3 : Conditions de réception et de contrôle des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 43
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] un registre doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il doit comprendre : -pour chaque entrée, la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur ; -pour chaque sortie, la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur ; -la quantité des refus non valorisables, éliminés avec les ordures ménagères.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 5 octobre 2022, le registre des déchets entrants et sortants de l'installation. Il n'appelle pas de remarque particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### Point de contrôle n° 4 : Lutttes contre les rongeurs et les insectes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 48
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être mis en état de dératisation permanente. Les insectes doivent être combattus par un traitement approprié.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 5 octobre 2022, les fiches d'intervention, de dératisation, et désinsectisation du 8 juin et du 15 septembre 2022.  Les installations sont bien mises en état de dératisation permanente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### Point de contrôle n° 5 : Accessibilité et maintenance des moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 64
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie devront être maintenus en bon état, protégés du gel, et vérifiés au moins une fois par an. [...] Les moyens de lutte incendie seront disposés de façon bien visible et leurs accès maintenus dégagés.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 5 octobre 2022, le rapport de visite du groupe BARKENE rédigé le 18 juillet 2022. Ce rapport révèle que plusieurs extincteurs et robinets d'incendie armés (RIA) sont à changer. Un devis a été effectué pour leur remplacement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### Point de contrôle n° 6 : Dossier Installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;</li><li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le plan des bâtiments ;</li><li>- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;</li><li>- les consignes d'exploitation ;</li><li>- le registre des déchets ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents ;</li><li>- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation ;</li><li>- les résultats de l'autosurveillance eau.</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de tous les documents demandés, mais ces derniers ne sont pas regroupés dans un dossier facilement accessible par l'inspection des installations classées.  Il est demandé à l'exploitant de constituer le dossier susvisé, de manière à disposer des éléments réglementairement demandés, pour que toutes les informations importantes soient aisément disponibles, lors des visites d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Point de contrôle n° 7 : Installations électriques et mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 5 octobre 2022, le rapport de vérifications des installations électriques rédigé par l'APAVE le 4 octobre 2022. Ce rapport ne révèle aucune non-conformité des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Point de contrôle n° 8 : VLE pour rejet dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 5 octobre 2022, le rapport de l'analyse des eaux du réseau de collecte, rédigé par la société WESSLING le 3 octobre 2022. Ce rapport ne révèle aucune non-conformité des paramètres analysés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Point de contrôle n° 9 : Risques d'envols et poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li><li>- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ;</li><li>- toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le site est nettoyé tous les jours, afin d'éviter l'accumulation des poussières. Aucune accumulation de poussières n'a été observée sur site. Cependant de la poussière en suspension était visible à proximité des machines de mise en balles.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'étudier la possibilité d'améliorer le système de captation des poussières issues des presses de mise en balles des papiers et cartons.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Point de contrôle n° 10 : Valeurs limites de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>		
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 5 octobre 2022, le rapport de mesures des émissions sonores, réalisé par un consultant en mesures de bruits environnementales du 25 août 2021. Ce rapport ne révèle aucune non-conformité en limite de propriété du site.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

### Point de contrôle n° 11 : Etat des stocks de liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 5 octobre 2022, le tableau des estimations de la consommation et des stocks pour chaque catégories de liquides inflammables présent dans l'installation. L'exploitant dispose d'une réserve de liquides inflammables bi-compartimentée de 60 m <sup>3</sup> de gasoil non routier et de gasoil routier (respectivement 15 m <sup>3</sup> et 45 m <sup>3</sup> ). La consommation entre janvier et octobre 2022 était de 620 m <sup>3</sup> pour le gasoil routier et de 160 m <sup>3</sup> pour le gasoil non routier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Point de contrôle n° 12 : Flexibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur). Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.</p> <p>Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, par courriel du 5 octobre 2022, la fiche d'intervention maintenance préventive des installations de distribution de carburant rédigé par ERLA TECHNOLOGIE du 7 décembre 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**PAPREC**  
ILE DE FRANCE SUD

Agence de  
Vitry-sur-Seine-Le Poirier

## CONSIGNES GENERALES SUR L'ENSEMBLE DU SITE

 <b>Interdiction de fumer</b>	 <b>Interdiction d'alcool</b>	 <b>Interdiction de chiens</b>	 <b>Interdiction de véhicules</b>	 <b>Interdiction d'entrée non autorisée</b>
 <b>Interdiction de stationnement non autorisé</b>	 <b>Interdiction d'utilisation non autorisée d'équipement</b>	 <b>Interdiction d'utilisation non autorisée d'outils</b>	 <b>Interdiction d'utilisation non autorisée de véhicules</b>	 <b>Interdiction d'utilisation non autorisée d'équipement</b>

**Attention !** - Toute personne étrangère à l'entreprise ne doit pas circuler sur le site sans autorisation

A wide-angle photograph of a large industrial warehouse. The floor is made of concrete and is covered with a layer of dust and small pieces of paper. In the center of the warehouse, there is a long, straight aisle. On either side of the aisle, there are tall stacks of baled waste paper and cardboard. The bales are rectangular and appear to be made of compressed paper. The warehouse has a high ceiling with a corrugated metal roof. There are several large windows along the side walls, and a few bright lights are visible on the ceiling. The overall atmosphere is one of a busy, industrial storage facility.

A large industrial facility, likely a recycling plant, with a high ceiling and blue structural beams. A yellow excavator is working on a large pile of debris and waste. The floor is covered with scattered trash and cardboard.

A large pile of sorted waste materials, including paper and plastic, in a recycling facility. The materials are piled high, showing various colors and textures. In the background, there is a blue conveyor belt system and a yellow container. A sign on the left side of the image reads "PAPREC" with a recycling symbol.

A large blue industrial machine, possibly a mobile air compressor or generator, is positioned under a metal structure. A red fire extinguisher is visible on the left, and a yellow safety barrier is on the right.

Zone de stockage des déchets verts et des encombrants



Vanne de barrage du réseau de collecte



Décanteur du réseau de collecte